

<http://lipietz.net/La-Colombie-ses-otages-et-Mediapart>

Réponse à l'article paru dans Médiapart le 22 avril 2008

La Colombie, ses otages et Médiapart

- Vie publique - Articles et débats -

MEDIAPART

Publication date: dimanche 27 avril 2008

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

L'article de Thomas Cantaloube du 22 avril publié dans Mediapart est profondément choquant pour quiconque connaît un peu la situation colombienne. S'agissant de l'aspect « Ingrid Betancourt », il a été réfuté en profondeur par son biographe Sergio Coronado. Je voudrais ici rétablir quelques éléments en me plaçant du point de vue qui est le mien, Président de la délégation du Parlement européen pour la Communauté andine.

1. Je me suis rendu à Bogota en 2002 dans les 3 jours après l'enlèvement d'Ingrid Betancourt, candidate des Verts à la présidentielle colombienne, mandaté par le Groupe Vert au Parlement européen. J'ai aussitôt rencontré son mari Juan Carlos Lecompte, sa mère, sa soeur, et la troïka des ambassadeurs occupant la présidence de l'Union européenne (Espagne-France-Italie), tous les 3 mobilisés, Ingrid ayant la nationalité européenne, et l'Union européenne étant chargé par le Président Pastrana d'une médiation entre les autorités et les Farc. C'est avec eux que j'ai rencontré Fabrice Delloye, diplomate français et père des deux enfants d'Ingrid, qui nous a déclaré avec émotion se mettre totalement au service de la libération de leur mère, ce qui nous a paru parfaitement naturel.

2. Dès que les Verts et moi avons commencé à médiatiser le cas Betancourt en France, les Duvaltier m'ont écrit et j'ai associé à mon discours le cas de Aida, otage de l'EPL, et de tous les otages de Colombie à notre combat. Les Comités Ingrid Betancourt qui naîtront par la suite en feront autant. Malheureusement l'EPL a disparu, anéantie dans le Nord-Ouest colombien par les paramilitaires, et ses otages, français ou non, ont disparu avec elle. J'insiste que, contrairement à la propagande régnant en Colombie, les 4000 autres otages en moyenne (80 % des otages mondiaux), n'ont jamais été séparés dans l'activité des Comités Betancourt européens, ni dans les préoccupations des eurodéputés, du cas Ingrid. On peut même voir des manifestants des comités Ingrid [brandissant le portrait de militaires colombiens prisonniers, en uniforme](#). Le cas Ingrid joue seulement le rôle d'un porte-drapeau. Je l'ai répété dans les médias colombiens à chacune de mes quasi-semestrielles visites en Colombie, et j'ai pu constater que les associations de familles de prisonniers l'entendaient bien ainsi. En revanche, la presse et donc l'opinion publique colombienne « oublia » longtemps ses milliers d'otages, jusqu'à ce que la municipalité de Bogota, comme celle de Paris, affiche en permanence leur portraits sur sa façade et que le Professeur Moncayo, père du « doyen » des prisonniers des Farc, bouleverse la Colombie en la parcourant à pieds et enchaîné.

3. Le fait qu'Ingrid et sa famille ont des liens profonds et anciens avec la France et le Quai d'Orsay, parfois renforcés par des unions matrimoniales, ne me paraît pas avoir été caché par quiconque à aucun moment, et les journalistes qui trouvaient délicat de le souligner le soulignaient. Ainsi, dès le premier jour, certains journalistes publient que Ingrid a aussi la nationalité française (et Monsieur Thomet tira de son certain retard à l'allumage une preuve qu'on l'a trompé). Et on ne voit pas en quoi ces liens peuvent être à charge contre la mobilisation pour Ingrid.

4. Mon analyse de la « mobilisation spécifiquement française pour Ingrid » est plus simple. Les premières grandes affaires d'otages en France (les journalistes de France 2, Florence Aubenas) concernèrent des journalistes, et leurs confrères ne les laissèrent pas tomber, utilisant leurs moyens (leurs « medias ») pour maintenir la France alertée. La France a ainsi développé une culture du « on ne laisse pas tomber nos otages ». La position de TOUS les Etats (et en particulier aujourd'hui des Etats-Unis vis-à-vis de leurs 3 otages aux mains des Farc) est « Si on pouvait les oublier, tant mieux, d'ailleurs s'ils étaient morts on n'en parlerait plus et ce serait un problème de moins, notamment pour nos exportateurs ». C'est ce qu'avoue avec candeur l'auteur de l'article de Mediapart en parlant de « conflit d'intérêt » pour D. De Villepin et Daniel Parfait, respectivement professeur et beau-frère d'Ingrid : sous leur première casquette (le Quai d'Orsay) ils aurait donc eu « intérêt » (devoir d'Etat ?) à laisser mourir Ingrid dans l'oubli. À cela s'ajoute le fait que, dans le cas d'Ingrid, sa libération donnerait une voix supplémentaire à la dénonciation politique du Président Uribe... et des Farc (comme le reconnaissait R. Reyes sur son ordinateur). Ni l'un ni les autres, alliés objectivement contre Ingrid, n'ont donc réellement intérêt à la libérer, sauf contre lourde contrepartie.

5. Comme le dit Jacques Kourliandsky de l'IRIS à l'auteur de l'article, la stratégie des familles et des collègues d'otages est donc au contraire de battre le tambour sous les fenêtres de l'Etat pour qu'on n'oublie pas de s'occuper de leur proches. Que, dans le cas Ingrid, les « collègues et parents » aient appartenu au 1er pouvoir (le corps diplomatique) et dans le cas Kaufmann au 4eme pouvoir (les médias) est parfaitement anecdotique.

6. Il en résulte qu'en France, un gouvernement qui parvient à obtenir une libération d'otage en recueille un « plus » médiatique de quelques jours. C'est le prix à payer par l'opinion publique pour obtenir de son gouvernement qu'il s'occupe de ses compatriotes. L'auteur de Mediapart semble s'en scandaliser : c'est l'agitation de notre Président Bling-bling qui « assurerait la survie d'Ingrid mais la condamnerait à perpétuité ». Nous avons pourtant vu, en début d'article, le triste sort des otages dont personne ne parle (Aida Duvaltier) : coûtant plus à entretenir qu'à échanger, ils finissent dans des charniers. J'ignore ce qu'il en est dans les autres pays, j'en connais au moins un autre prêt à la guerre la plus sanglante ou à la négociation la plus généreuse pour obtenir la libération de 2 ou 3 prisonniers : Israël.

7. Là où le journaliste de Mediapart dépasse les bornes, c'est lorsqu'il énonce que l'état de santé d'Ingrid est un bruit médiatique. Nous avons la récente photo d'Ingrid et les symptômes décrits dans la lettre qu'elle adresse à sa mère, nous avons la description de ses proches, libérés, qui nous [indiquent l'évolution sur 3 ans](#)... Les diagnostics médicaux possibles sont divers mais tous alarmants : hépatite virale avancée, cancer de l'estomac. L'auteur de l'article dispose des mêmes moyens d'investigation, son « rapport » fait donc penser aux rapports de la Croix Rouge sur Theresienstadt.

8. Plus grave encore , c'est le basculement au troisième tiers de l'article dans le rejet total, et sans un mot ni d'information ni de discussion, des accusations portés par la famille Uribe (pourtant originaire, comme le président Uribe, du parti libéral, et initialement amie de ce président) et des comité Betancourt contre le président Alvaro Uribe. On s'étonne qu'il soit traité d' « ignoble », de « fasciste », et que la famille se sente « plus en sécurité au Venezuela qu'en Colombie ». On s'étonne que le président de la République Française donne du « Monsieur Marulanda » et on rappelle les « mots sobres officiels » colombiens selon lesquels « il n'y a pas de prisonniers politiques, il n'y a que des prisonniers qui ont commis le délit de sédition » (sic). Cette ironie de l'auteur de Mediapart prétend refléter « l'irritation des connaisseurs de la Colombie et du dossier ». En fait Mediapart cède la parole exclusivement au quotidien uribiste (de qualité) El Tiempo pour la suite de son article.

9. Je laisse le soin aux lecteurs de Mediapart de découvrir la « Colombie de El Tiempo ». Celle que décrivent la justice colombienne elle-même, le Haut représentant aux droits de l'Homme de l'ONU en Colombie, la pastorale sociale de l'Eglise Colombienne, [est tout autre](#). Selon ces témoignages dignes de foi (mais qui n'ont pas encore l'autorité de la chose jugée !) la popularité de Uribe ne tient qu'à la haine (justifiée) qu'inspirent les exactions des Farc (2 % de popularité). 70% des crimes contre les droits de l'homme sont imputables aux paramilitaires, pourtant amnistiés par la Loi Justice et Paix sous le nom de Autodéfenses Unies de Colombie, mais qui poursuivent leur oeuvre sinistre et leur narcotraffic sous le nom d'Aigles Noirs et Organisation de Nouvelle Génération (« ONG » !). Le reste des crimes se partagent entre les forces régulières d'une part, les deux guérillas Farc et Eln de l'autre. Tout le Nord-Ouest de la Colombie à partir du Moyen-Magdalena est sous le contrôle des AUC (des maires aux pseudo-syndicalistes), et seule une Eglise menacée et qui compte déjà plusieurs martyres peut encore témoigner de ce qui s'y passe. On y a déjà localisé 1300 charniers que la justice ne peut investiguer faute de personnel. 4 millions d'hectares y ont été volés aux communautés paysannes et [sont reconvertis dans la production d'agrocarburant à base de palmier à huile](#). Selon le chef des AUC, Mancuso, 35% des élus au Congrès de 2006 sont des paramilitaires. En revanche, la gauche démocratique et citoyenne tient les grandes villes (Bogota, Medellin ; Cali lui a échappé du fait de ses divisions) et la province encore disputée du Nariño.

10. Grâce aux confessions de quelques repentis dans le cadre de Justice et Paix, et à la saisie de l'ordinateur d'un chef AUC, Jorge 40, qui détaille les versements liés au trafic de drogue, aux « contrats » contre les syndicalistes et défenseurs de droits de l'Homme, aux achats de politiciens, le Procureur général a déjà pu inculper 20% des congressistes. Parmi eux le « cousin-frère » du Président, Mario Uribe, qui a cherché refuge à l'ambassade du

Costa-Rica (lequel, au vue des preuves de ses crimes, a refusé de lui accorder asile). Sont maintenant concernés par les investigations, mais pas encore inculpés, la présidente du Congrès et, enfin, le président Uribe lui-même. La boucle est bouclée : le président Uribe, accusé en 1992 par les USA d'être le « politique » des narcotraficants (n°72 sur la liste de la DEA) et en tout cas le créateur de la première milice paramilitaire dans l'Antioquia, qui a réinstallé le paramilitarisme au coeur de l'Etat, se voit rattrapé par sa longue alliance. Sa riposte (une plainte contre le président de la Cour Suprême de Justice) a ouvert une crise institutionnelle qui peut d'un jour à l'autre amener la Colombie au rang du Pakistan de Musharaf, du Pérou de Fujimori ou de l'Equateur de Lucio Gutierrez. Nous touchons là le problème des « amnisties-amnésies » mal conçues que j'ai toujours dénoncées, notamment en organisant un [colloque international sur la justice transitionnelle](#).

11. J'ai raconté ailleurs [mon activité au service de la négociation](#), activité officiellement autorisée tant que l'Union européenne n'avait pas classé successivement les AUC, l'ELN et les Farc sur la liste des organisations terroristes. Aujourd'hui, les négociations avec ces groupes classés terroristes se poursuivent selon des modalités forcément illégales de part en part, y compris quand elles sont autorisées par les autorités colombiennes, avec tous les dangers que cela comporte (voir le débat sur « l'exécution » de Raul Reyes et [ma lettre au Président Uribe](#)). Elles ont leurs règles, celles de la diplomatie : je donne du « camaradas » dans mes lettres aux bourreaux de mon amie Ingrid, et serre en souriant la main du président Uribe. L'expérience italienne nous a d'ailleurs appris à accueillir avec réserve les dénonciations obtenues de « repentis » en échange d'une amnistie. Les Uribe et Mme Nancy Gutierrez sont a priori innocents jusqu'à leur éventuelle condamnation. Je peux confirmer en revanche que, face aux menaces des paramilitaires, on a toujours pu compter sur la sollicitude de la diplomatie française pour mettre à l'abri au moins quelque temps la famille Betancourt, celle de tel haut dignitaire de l'Eglise, et même d'Aidir qui était chauffeur d'Ingrid lors de son enlèvement, et qui avait refusé de reconnaître ceux que la police lui présentait comme "ses ravisseurs".

12. Quant au Parlement européen, il n'a publié qu'un seul texte de fond sur la Colombie, adopté unanimement et attribuant le conflit armé aux profondes tensions sociales de ce pays, notamment la question des terres... Mais régulièrement la plénière ou la délégation pour la Communauté Andine rappellent la demande de libération de tous les otages, la libération des élus (dont Ingrid) comme condition d'un retour des Farc au statu quo ante de la fin 2001, un accord humanitaire pour la libération des prisonniers combattants, et l'ouverture de négociation de paix.

PS:

Voir [mon activité vis-à-vis de la Colombie](#).